



## CHAPITRE 25

Loi modifiant la Loi de la Régie de  
l'électricité et du gaz

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
87, a. 1,  
mod.

**1.** L'article 1 de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87) est modifié:

*a*) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« gaz »;

« *a* ) « gaz »: le gaz naturel, le gaz manufacturé, toute variété ou tout mélange de l'un ou de l'autre, les gaz de pétrole liquéfiés ou tout mélange de gaz de pétrole liquéfiés et d'air, transportés ou distribués par canalisation; »;

*b*) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe *b*, après le mot « vente », les mots « , d'emmagasinement, de transport ».

S.R., c.  
87, a. 2,  
mod.

**2.** L'article 2 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots « ou de distribution de » par les mots « , de distribution, de transport et, sous réserve de la Loi des mines (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34), d'emmagasinement de ».

Id., a. 7,  
mod.

**3.** L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Intérêts  
prohibés.

« Aucun membre, officier ou employé de la régie, ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la régie.

## CHAPTER 25

An Act to amend the Electricity and  
Gas Board Act

[Assented to 17th July 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) is amended:

*a*) by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) “gas”: natural gas, manufactured gas, any variety or any mixture of either, liquefied petroleum gas or any mixture of liquefied petroleum gas and air, conveyed or distributed by tubing;”;

*b*) by inserting after the word “sale” in the third line of paragraph *b* the words “, storage, conveyance”.

**2.** Section 2 of the said act is amended by replacing the words “or distribution” in the fourth line of the first paragraph by the words “, distribution, conveyance and, subject to the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), the storage”.

**3.** Section 7 of the said act is amended by replacing the second and third paragraphs by the following:

“No member, officer or employee of the Board shall, under pain of forfeiture of his office, have a direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the Board.

Restriction.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible. »

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch. » Proviso.

S.R., c. 87, aa. 29a, 29b, aj.

Dispositions applicables.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 29, les suivants :

« 29a. Les articles 87, 89 et 94 de la Loi des compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (chap. 285) s'appliquent en faveur d'un distributeur de gaz.

4. The said act is amended by inserting after section 29 the following: R.S., c. 87, ss. 29a, 29b, added.

« 29a. Sections 87, 89 and 94 of the Gas, Water and Electricity Companies Act (Chap. 285) shall apply to a gas distributor. Provisions to apply.

Conditions d'installation de tuyaux, etc.

« 29b. L'installation de tuyaux, conduits, dépendances, appareils et autres ouvrages à gaz par un distributeur de gaz dessous ou le long de tout chemin public, rue, ruelle, square ou autre place publique d'une municipalité s'effectue selon les conditions convenues entre les parties ou, à défaut d'entente, aux conditions fixées par la régie. »

« 29b. The installation of pipes, conduits, dependencies, apparatus or other gas works by a gas distributor, under or along any public road, street, lane, square or other public place in a municipality shall be made in accordance with the conditions agreed upon between the parties, or, failing an agreement, upon the conditions fixed by the Board. » Conditions for installation of pipes, etc.

S.R., c. 87, aa. 29c-29g, aj.

5. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 29b, ce qui suit :

5. The said act is amended by inserting after section 29b the following: R.S., c. 87, ss. 29c-29g, added.

• DU DROIT EXCLUSIF DE DISTRIBUER DU GAZ

• EXCLUSIVE RIGHT TO DISTRIBUTE GAS

Droit exclusif de distribution.

« 29c. Nul ne peut distribuer du gaz à moins d'avoir obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la régie, le droit exclusif de le faire; ce droit est accordé pour un territoire que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la régie.

« 29c. No person shall distribute gas unless he has obtained from the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board, the exclusive right to do so; such right shall be granted for such territory as is determined by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board. Exclusive right to distribution.

Durée.

Ce droit exclusif est accordé pour trente ans à moins que sur recommandation de la régie, il ne le soit pour une période plus courte. Il est renouvelable par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la régie, pour toute période n'excédant pas trente ans.

Such exclusive right shall be granted for thirty years unless it is granted for a shorter period upon the recommendation of the Board. It may be renewed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board, for any period not exceeding thirty years. Term.

Révocation de droit.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation de la régie après enquête faite par elle, révoquer ce droit dans l'intérêt public.

The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board following an inquiry made by it, may revoke such right in the public interest. Revocation of right.

Avis par le ministre.

Le ministre des richesses naturelles donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* de la concession, du renouvellement ou de la révocation du droit exclusif.

The Minister of Natural Resources shall give notice in the *Québec Official Gazette* of the granting, renewal or revocation of the exclusive right. Notice by Minister.

Enquête publique.

« 29d. Lorsqu'une demande de droit exclusif de distribuer du gaz ou de renou-

« 29d. When an application for an exclusive right to distribute gas or for a Public inquiry.

vement d'un tel droit lui parvient, la régie doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec* de même que dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire visé dans la demande un avis indiquant qu'une telle demande lui a été adressée et qu'elle tiendra, à l'endroit, au jour et à l'heure qu'indique l'avis, une enquête publique au cours de laquelle le requérant ou toute personne, société ou corporation désirant se porter elle-même requérante ou ayant à soumettre des représentations pourra se faire entendre. L'enquête ne peut être tenue avant l'expiration des trente jours qui suivent la dernière publication.

renewal of such a right is received by it, the Board must cause to be published in the *Québec Official Gazette* and in one French-language daily newspaper and one English-language daily newspaper circulating in the territory contemplated in the application a notice stating that such an application has been sent to it and that at the place and hour and on the day indicated in the notice it will hold a public inquiry at which the applicant, or any person, firm or corporation wishing to become an applicant or having representations to make, may be heard. The inquiry shall not be held before the expiry of the thirty days following the last publication.

Recommandation de la régie.

La régie ne peut faire une recommandation qu'en faveur d'une personne, société ou corporation qui, dans son opinion, est en mesure d'offrir le meilleur service aux meilleures conditions.

The Board shall make a recommendation only for a person, firm or corporation who or which, in its opinion, is in a position to offer the best service upon the best conditions.

Recommandation of Board.

Extension d'entreprise à l'intérieur du territoire.

« 29e. À la demande de tout intéressé, la régie peut, après enquête publique annoncée et tenue suivant le premier alinéa de l'article 29d et après avoir fourni au détenteur du droit exclusif l'occasion de se faire entendre, contraindre, aux conditions qu'elle fixe, ce détenteur à étendre son entreprise à toute partie du territoire pour lequel le droit exclusif lui a été accordé.

“29e. Upon the application of any interested person, the Board may, after a public inquiry announced and held in accordance with the first paragraph of section 29d, and after giving the holder of the exclusive right the opportunity to be heard, compel such holder, upon such conditions as it fixes, to extend his undertaking to any part of the territory for which the exclusive right was granted to him.

Extension of undertaking within territory.

Id., en dehors du territoire.

Elle peut également, à la demande de tout intéressé, contraindre le détenteur du droit exclusif à étendre son entreprise en dehors du territoire pour lequel ce droit lui a été accordé; l'ordonnance ne peut être rendue qu'après l'accomplissement des procédures visées à l'alinéa précédent et que si le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la régie, a étendu le territoire pour lequel le droit exclusif avait été accordé.

It may also, upon the application of any interested person, compel the holder of the exclusive right to extend his undertaking beyond the territory for which such right was granted to him; the order may be made only after the proceedings contemplated in the preceding paragraph have been had and if the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board, has extended the territory for which the exclusive right had been granted.

Id., beyond territory.

Rentabilité, etc.

Dans les deux cas, la régie doit s'assurer que la rentabilité et l'efficacité de l'entreprise ne seront pas compromises par suite de sa décision.

In both cases, the Board must make certain that the profitability and the efficiency of the undertaking will not be impaired as a result of its decision.

Profitability, etc., not impaired.

Exercice de pouvoirs.

« 29f. Le détenteur d'un droit exclusif est autorisé à exercer, dans les limites du territoire pour lequel le droit lui a été

“29f. The holder of an exclusive right may exercise within the limits of the territory for which the right was granted to

Exercise of certain powers.

accordé, les pouvoirs énoncés, en ce qui concerne le gaz, dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 de la Loi des compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (chap. 285), sous réserve des restrictions, conditions et obligations spécifiées dans ces articles.

Construction de pipe-lines.

Il peut exercer les mêmes pouvoirs, sous réserve des mêmes restrictions, conditions et obligations, pour la construction de pipe-lines devant servir au transport et à la livraison de gaz à ses clients dans le territoire pour lequel le droit exclusif lui a été accordé, que ces pipe-lines soient, en totalité ou en partie, construits à l'intérieur ou en dehors de ce territoire.

Acquisition de droit de passage, etc.

« 29g. Le détenteur d'un droit exclusif peut acquérir de gré à gré ou par expropriation, tout droit de passage, servitude ou immeuble requis pour le transport ou la distribution du gaz. Toute expropriation doit être autorisée au préalable par le lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation de la régie. La régie est substituée à la Régie des services publics pour ces expropriations. »

S.R., c. 87, a. 33, remp.

6. L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cessation d'opérations, etc.

« 33. Un distributeur d'électricité ou de gaz doit obtenir l'autorisation préalable de la régie pour cesser ou interrompre ses opérations ou pour étendre, modifier ou changer son exploitation et un distributeur de gaz, pour céder, aliéner ou fusionner son entreprise. »

S.R., c. 87, aa. 34a, 34b, aj.

7. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 34, les suivants:

Nullité de certains emprunts.

« 34a. Est nul, à moins d'avoir été préalablement autorisé par la régie, tout emprunt contracté par un distributeur de gaz pour les fins de son entreprise autrement que suivant le paragraphe 2 de l'article 34 ou au moyen de billets à ordre ou effets de commerce payables à demande ou dans les douze mois de leur émission, si le montant de cet emprunt ou le montant total des emprunts ainsi contractés et non remboursés atteint, par suite de cet emprunt, vingt-cinq pour cent de l'actif de l'entreprise.

him the powers respecting gas set out in sections 63 to 71 and 73 to 76 of the Gas, Water and Electricity Companies Act (Chap. 285), subject to the restrictions, conditions and obligations specified in such sections.

He may exercise the same powers, subject to the same restrictions, conditions and obligations, respecting the construction of pipelines to be used for the conveyance and delivery of gas to his customers in the territory for which the exclusive right was granted to him, whether such pipelines are built, in whole or in part, within or outside such territory.

Construction of pipelines.

« 29g. The holder of an exclusive right may acquire by agreement or by expropriation any right of way, servitude or immovable required for the conveyance or distribution of gas. Every expropriation must be previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Board. The Board shall take the place of the Public Service Board for such expropriations. »

Acquisition of right of way, etc.

6. Section 33 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 87, s. 33, replaced.

« 33. An electricity distributor or a gas distributor must obtain the prior authorization of the Board to cease or interrupt his operations or to extend, alter or change his undertaking, and a gas distributor must obtain such authorization to transfer, alienate or amalgamate his undertaking. »

Cessation of operations, etc.

7. The said act is amended by inserting after section 34 the following:

R.S., c. 87, ss. 34a, 34b, added.

« 34a. Unless previously authorized by the Board, any loan contracted by a gas distributor for the purposes of his undertaking otherwise than in accordance with subsection 2 of section 34 or by means of promissory notes or negotiable instruments payable on demand or within twelve months of issue shall be null, if the amount of such loan or the aggregate amount of the loans so contracted and not repaid attains, in consequence of such loan, twenty-five per cent of the assets of the undertaking

Nullity of certain loans.



Disposition non applicable.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à Hydro-Québec ou à une compagnie dont Hydro-Québec détient au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions.

The preceding paragraph shall not apply to Hydro-Québec or to any company in which Hydro-Québec holds at least ninety per cent of the shares. Provision not to apply.

Nullité d'attribution d'actions, etc.

« 34b. Est nul, à moins d'avoir été préalablement autorisé par la régie, l'attribution ou le transfert d'actions d'un distributeur de gaz ayant pour effet de rendre le nombre d'actions détenues par une même personne ou pour son compte supérieur à cinquante pour cent du nombre d'actions détenues par l'ensemble des actionnaires.

“34b. Any allotment or transfer of shares of a gas distributor the effect of which would be to make the number of shares held by the same person or on his behalf greater than fifty per cent of the number of shares held by all the shareholders shall be null unless previously authorized by the Board. Nullity of certain allotments, etc.

Nullité de changement de capital social, etc.

Est également nul, à moins d'avoir été préalablement autorisé par la régie, tout changement dans le capital social ou la valeur nominale des actions d'un distributeur de gaz. ».

Any change in the capital stock or in the par value of the shares of a gas distributor shall also be null unless previously authorized by the Board.”. Nullity of change in capital stock, etc.

S.R., c. 87, s. 37, mod.

8. L'article 37 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe a par le suivant:

« a) fixer les droits exigibles des personnes, sociétés ou corporations qui ont le droit exclusif de distribuer du gaz, sur les permis prévus par l'article 21 et sur les autorisations prévues aux articles 34, 34a et 34b; ».

8. Section 37 of the said act is amended by replacing paragraph a by the following: R.S., c. 87, s. 37, am.

“(a) to fix the duties exigible from the persons, firms or corporations who or which have the exclusive right to distribute gas, for the licenses contemplated in section 21 and for the authorizations contemplated in sections 34, 34a and 34b;”.

Pouvoir des municipalités caduc.

9. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout pouvoir accordé à une municipalité par une loi générale ou spéciale d'accorder à une personne, société ou corporation un droit de distribuer du gaz devient caduc.

9. From the coming into force of this act, any power given to a municipality by a general law or special act to grant a person, firm or corporation a right to distribute gas shall lapse. Lapsing of municipality's power.

Dispositions non applicables à certains distributeurs.

10. Le premier alinéa de l'article 29c de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz ne s'applique pas aux personnes, sociétés ou corporations qui étaient, le 2 juillet 1970, des distributeurs de gaz au sens de ladite loi, à l'égard du territoire dans lequel elles étaient, à cette date, autorisées à être des distributeurs de gaz et jusqu'à l'expiration du terme pour lequel elles étaient ainsi autorisées ou, si aucun terme n'avait été fixé, jusqu'à l'expiration des trente années qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

10. The first paragraph of section 29c of the Electricity and Gas Board Act shall not apply to persons, firms or corporations which on July 2, 1970 were gas distributors within the meaning of the said act, as regards the territory in which they were at that date authorized to be gas distributors until the expiry of the term for which they were so authorized or, if no term was fixed, until the expiry of the thirty years following the coming into force of this act. Provision not to apply to certain distributors.

Pouvoirs du lt.-g. en c.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exercer à l'égard des personnes, sociétés ou corporations mentionnées à l'alinéa précédent les pouvoirs visés aux

The Lieutenant-Governor in Council may exercise with respect to the persons, firms or corporations mentioned in the preceding paragraph the powers contem- Exercise of powers by Lt.-G. in C.

articles 29c à 29e, de la manière qui y est prévue, comme s'il s'agissait d'une personne, société ou corporation ayant obtenu un droit en vertu du premier alinéa de l'article 29c; il en est de même de la régie.

Disposi-  
tions  
appli-  
cables.

Les personnes, sociétés ou corporations mentionnées au premier alinéa deviennent, à tous autres égards, soumises à l'application de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

plated in sections 29c to 29e, in the manner therein provided, as if such persons, firms or corporations had acquired a right under the first paragraph of section 29c; the same shall apply to the Board.

The persons, firms or corporations mentioned in the first paragraph shall become in all other respects subject to the Electricity and Gas Board Act.

Provisions  
to apply.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.